

## **LES DÉPENSES DE L'ÉTAT...**

Lorsqu'un ministre des Finances passe ses «*pouvoirs*» à un autre, il est de coutume qu'il les accompagne de chiffres optimistes sur sa gestion et sur la véritable chance que le camarade successeur possède d'avoir été précédé d'un tel génial collègue.

M. R. Schuman fait exception à cette règle béatifiante. Oh! ne nous hâtons pas trop de le féliciter sur une telle probité morale, qui n'existe pas plus chez lui que chez ses prédécesseurs et successeurs éventuels. Sa franchise fait partie d'un plan politique destiné à obtenir certains «*alignements*» jugés nécessaires par ses maîtres occultes et impondérables connus sous le vocable de la Haute Banque.

A moins qu'il n'ait certaines assurances concernant sa propre «*reconduction*», auquel cas cette franchise lui assurerait bien des facilités dans sa future et nouvelle gestion.

Quoi qu'il en soit, l'inventaire financier qu'il lance comme une bombe fait tout d'abord ressortir l'énormité presque incroyable des dépenses de l'État. Les charges du budget de l'État, aggravé des budgets annexes, s'élèvent pour 1946, à 656 milliards. Il faut y adjoindre le service des intérêts et capital des dettes de l'État, soit 152 milliards, les budgets locaux: 61 milliards et les charges sociales, corporatives et de caractère fiscal, qui se trouvent être de 163 milliards. Nous arrivons ainsi à un budget total et RÉEL de 1.032 milliards!

Or, le revenu national - c'est-à-dire ce que l'ensemble du pays GAGNE en un an, qui lui permet de vivre, capitalistes et prolétaires réunis, sans oublier les commerçants et les professions libérales - le revenu national est évalué à 2.000 milliards. D'où il ressort, MATHÉMATIQUEMENT ET OFFICIELLEMENT, que l'État absorbe, à lui seul, la moitié du travail national!

Des économistes - et qui sont loin d'être révolutionnaires car il y en a guère chez eux - de toutes écoles et tendances, reconnaissent un état alarmant d'une économie nationale lorsque l'État prélève plus de 25% du revenu national. Une grande partie de l'impossibilité totale à résoudre les problèmes fiscaux et budgétaires de 1945, fut attribuée, en définitive, au fait que l'État-Picpocket empochait 37% du revenu national. Loin d'améliorer la situation, 1946, avec ses astronomiques 50% va, dans ces conditions conduire le régime tout droit à l'abîme.

C'est qu'il est dans la nature de l'État de ne savoir pas se maintenir dans de justes limites. Il en est de ses besoins moraux d'ailleurs, comme de ses besoins matériels. La courbe ascendante de son pouvoir, engendrée par la carence du régime qu'il représente et défend contre les aspirations légitimes d'un peuple exploité, l'incite à demander toujours davantage de prérogatives et d'autorité.

Son emprise dans des domaines, où même certains de ses partisans sont tout ébahis de le trouver, est dévorante. Rien ne peut l'arrêter en si bon chemin. L'exercice de l'autorité est si enivrant qu'il entraîne aux pires abus qui mènent à la catastrophe.

Devant la grande frayeur du Capital envers les classes exploitées qui exigent - inconsciemment encore, certes, d'une façon chaotique, désordonnée, c'est entendu, mais symptomatique de revendications sociales qui vont mettre le régime en danger - devant les réclamations, disions-nous, du monde des salariés et toutes sortes, lassé par des années de privations passées, effrayé par les perspectives alarmantes de l'avenir que lui offre le régime, devant les possibles, les inévitables réactions du Peuple, il a bien fallu accorder à l'État pantagruesque tous les pouvoirs qu'il demandait.

Une foule de fonctionnaires, parasites improductifs, est nécessaire pour coordonner les directives de l'État, empiétant dans TOUS LES DOMAINES. Une armée, nombreuse et bien outillée, indispensable pour rétablir l'ordre s'il venait à être rompu. Des subventions royales inévitables pour maintenir les dividendes de

sociétés et trusts en déficit, d'autres moins généreuses pour soutenir artificiellement les prix des denrées alimentaires ou autres essentielles à la vie, à la portée de la maigre bourse des masses désargentées.

Tout cela coûte cher, très cher, de plus en plus cher. De 14% en 1913, le taux passe à 25% du revenu national avant guerre; 37% en 1945, 50% en 1946. La courbe est normale, logique: l'ascension continue et continuera, implacablement, fatalement, malgré les avertissements.

Jusqu'à la culbute soudaine, foudroyante, imprévisible et probablement prochaine...

**Le LIBERTAIRE.**

---